



LA SOLIDARITE A PAYE

Après 4 journées de grève qui ont entraîné une absence de JT à l'antenne et l'annulation d'enregistrements de Dimanche en Politique, et un nouveau préavis illimité pour le premier tour des élections législatives, la direction de France 3 Rhône-Alpes a enfin entendu et accepté, partiellement certes, les revendications des journalistes. En plus des deux transferts de postes avec leurs titulaires d'IDF et d'Auvergne, la direction s'est engagée à programmer une équipe supplémentaire par jour et à geler son projet de suppression des locales pour entamer un nouveau dialogue sans calendrier contraint. Par ailleurs il était acquis que deux postes d'OPV prochainement vacants après des départs à la retraite seraient remplacés.

Il ne s'agit pas là de faire du triomphalisme mais de faire état d'une mobilisation sans précédent de toute une rédaction, dont certains techniciens et administratifs ont été solidaires.

Car ces acquis, que nous entendons bien faire respecter, nous les devons avant tout à une énorme solidarité qui a entraîné une détermination sans faille.

Ce mouvement de colère, parti de la base, accompagné et soutenu fortement du début à la fin par le SNJ et la CFDT, s'est transformé en une implication collective et responsable. Pendant ces très longues semaines de mobilisation, les journalistes ont su faire taire leurs différences pour se rassembler autour d'une même cause : le partage d'une pratique commune de leur métier et la défense de la proximité avec leurs interlocuteurs sur le terrain au travers des éditions locales du Grand Lyon et de la Loire. Semaine après semaine, l'écoute et le dialogue n'ont pas cessé, soutenant la volonté d'avancer.

Nous ne voulons plus que les moyens, à travers la régulation d'activité, servent de projet éditorial. Nous refusons l'absence d'anticipation qui nous conduit à faire « du remplissage d'antenne » entraînant une perte totale de sens de notre travail quotidien. Nous n'acceptons plus que nos journaux, notamment les éditions locales, servent de variables d'ajustement au manque de moyens dans la 2^e Métropole de France.

Le combat va continuer dans les prochaines semaines car chacun des journalistes mobilisés, échaudés par des promesses souvent non tenues, va entrer en vigilance. Prêts, s'il le faut, à se mobiliser de nouveau.

Lyon, le 14 juin 2017